

PRISE EN COMPTE DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMEL DES DÉCHETS EN AFRIQUE ET DANS LES CARAÏBES

PRESENTATION SYNTHÉTIQUE DE L'ÉTAT DES LIEUX ET DU RETOUR D'EXPERIENCE

Le contexte - Les enjeux

Selon la Banque mondiale en 2011, les 3 milliards d'habitants urbains ont généré environ 1,3 milliards de tonnes de déchets, pour un coût total de gestion de 205 milliards de dollars. Les projections à 2025 estiment que les 4,3 milliards d'urbains généreront 2,2 milliards de tonnes de déchets solides par an, pour un coût de gestion de 376 milliards de dollars. A partir de ces chiffres globaux, il ressort que les coûts de gestion des déchets dans le monde vont croître beaucoup plus rapidement (+83%) que l'augmentation de la population urbaine (+43%) et la production par tête de déchets (+70%). Les enjeux qui se présentent sont donc extrêmement élevés.

Le défi est d'autant plus important pour les pays du Sud qui ont déjà du mal à faire face actuellement à la gestion des déchets dans les agglomérations urbaines. Compte-tenu du coût particulièrement élevé de la gestion des déchets pour les villes du Sud, la priorité est donnée à la collecte (80 à 90% du budget communal de gestion des déchets), pour des enjeux de santé publique et de visibilité de l'action publique. Cependant elle est régulièrement trop peu efficace, car en moyenne 50% des déchets produits dans les villes des pays les moins avancés sont effectivement enlevés, et entre 50 et 80% dans les villes des pays en développement. Le reste des déchets se retrouve dans des dépotoirs sauvages, ou brûlé par les ménages, ce qui a des implications sanitaires conséquentes.

Néanmoins dans ces pays, on note la présence d'une frange de la population communément appelée « des travailleurs informels » qui s'adonnent à des activités de récupération et de recyclage entraînant des économies substantielles en termes de collecte et d'enfouissement. Au-delà de la récupération et du recyclage, les informels sont fortement présents dans le secteur de la pré-collecte. Ces métiers souffrent cependant de nombreux handicaps. Le fait d'être informels, implique régulièrement une assimilation avec des activités criminelles ou illégales, et représente un obstacle certain aux tentatives d'inclusion.

Toutefois, les enjeux liés à cette croissance rapide des déchets dans les pays du sud nécessitent l'invention de nouvelles solutions spécifiques aux contextes locaux, dans lesquelles les travailleurs de déchets ont un rôle important à jouer. Pour mieux jouer ce rôle, il faut donc que des modèles d'inclusion sociale de ces travailleurs, déjà expérimentés dans certains pays soient répliqués et adaptés aux spécificités locales de chaque pays, ce qui nécessite alors une meilleure connaissance de ce secteur, de son rôle et de ses relations avec la société.

Mieux connaître les travailleurs informels des décharges

L'économie informelle regroupe un ensemble hétéroclite d'activités parmi lesquelles se trouve le secteur informel des déchets. On peut estimer la taille du secteur informel à 41% de l'économie dans les pays en développement, 38% dans les pays en transition et 18% dans les pays de l'OCDE (Schneider, 2007). Bien qu'elle soit considérée comme un secteur coupé du reste, l'économie informelle constitue un continuum d'activités et d'emplois plus ou moins formels, imbriqués entre eux. L'économie informelle est intégrée à l'économie formelle puisqu'elle s'insère dans des circuits de commercialisation où l'on retrouve des entreprises formelles: par exemple dans les déchets, au-delà du réemploi, la vente de déchets triés se fait auprès d'intermédiaires qui, d'intermédiaires en intermédiaires, fournissent ces matières premières aux industries formelles de recyclage ou se fait directement avec le secteur formel (exemple en Argentine ou en Colombie où certaines coopératives vendent directement les déchets triés et recyclés aux entreprises privées).

Parmi les métiers informels des déchets, on retrouve entre autre les pré-collecteurs, les ramasseurs/revendeurs et les recycleurs des déchets. Ainsi, que ce soit dans les villes asiatiques, latino-américaines ou africaines, les travailleurs des déchets malgré leurs caractéristiques sociales et économiques communes peuvent être divisés en deux groupes schématiques : les travailleurs engagés dans une activité de service de ramassage des déchets et les travailleurs engagés dans une activité commerciale de vente de déchets triés, compactés voire transformés.

Malgré cette contribution importante au développement des pays du Sud, les travailleurs des déchets partagent en commun une situation d'exclusion sociale, des conditions de travail difficiles (manque d'équipements appropriés, volume de travail élevé et dureté des tâches, violences subies etc.) , un faible niveau d'éducation, des activités organisées selon une logique traditionnelle (métiers du tri pour les femmes, tâches physiques pour les hommes), des revenus en général très faibles (dans l'essentiel des pays étudiés par la BM et la GIZ, les revenus moyens des travailleurs de déchets se situent autour du seuil de pauvreté absolu pour les pays les moins avancés ; entre 1 et 2\$ par jour) et ils sont incertains, car extrêmement dépendants des cours mondiaux des matières secondaires. Face à cette situation de précarité, les travailleurs des déchets réagissent en s'auto-structurant, prenant des initiatives pour leur intégration officielle dans la gestion des déchets ou pour éviter la fermeture d'une décharge voire obtenir des opportunités d'emploi en compensation, ou encore pour formaliser leurs relations avec les acteurs privés. On peut citer en exemples :

● Le mouvement national des catadores brésiliens, démarré dans les années 1980 et organisé au niveau national pour faire reconnaître ces métiers comme légitimes.

● Le mouvement massif de l'«Alliance of Indian Wastepickers» regroupant 35 organisations de recycleurs sur 22 villes indienne .



Ramasseuses de déchets à Addis-Abeba © Enda, 2012



Récupérateurs informels sur la décharge de Lomé © Gevalor



Revendeur de canettes en aluminium, Lomé © Gevalor

● La mobilisation en Colombie des organisations des travailleurs des déchets pour porter une demande au niveau de la Cour Suprême du pays afin de faire reconnaître leur place au sein de la gestion municipale des déchets.

● L'intervention en 2010 à la Conférence des Nations Unies pour le changement climatique (COP 16) à Cancun du mouvement «Global Alliance of WastePickers and Allies» pour mettre en lumière au niveau international leurs contributions et le besoin de faire évoluer les cadres empêchant l'exercice de leur métier.

Ces revendications lorsqu'elles ont été effectuées dans un cadre bien organisé, ont été pour la plupart reconnues par les autorités publiques qui n'avaient pas d'autres choix ; des processus d'inclusion des informels ont même été initiés par les autorités communales de certains pays du Sud, convaincus du rôle que joue ce secteur dans la gestion des déchets.

Le rôle des travailleurs informels dans la gestion des déchets au sud

Les travailleurs informels des déchets occupent une place importante dans la gestion des déchets des pays du Sud. L'urbanisation croissante, le développement démographique et l'évolution des modes de consommation confrontent les villes du Sud à une production de déchets toujours plus importante que les autorités municipales, avec des budgets publics limités, ont du mal à gérer. Il en résulte comme conséquence, une élévation des risques sur la santé publique et l'environnement. C'est dans cet environnement qu'un service gratuit est réalisé par les travailleurs informels des déchets pour les collectivités locales ; se traduisant par une récupération des tonnages élevés de déchets dans les villes du Sud. Au Caire (Egypte) par exemple, ce sont près de 980.000 tonnes de déchets collectées annuellement par les travailleurs de déchets (Zabbaleen, estimés entre 50.000 et 80.000 personnes), et près de 530 000 tonnes à Lima (Pérou). En outre une étude à grande échelle réalisée par la GIZ dans plusieurs villes du Sud montre qu'il n'est pas rare que les travailleurs de déchets récupèrent plus de 15% des déchets produits localement, dépassant fortement les capacités des collectes formelles. Or, tout déchet collecté et recyclé par les travailleurs informels représente une économie substantielle pour la commune (à minima en frais de transport). Le service réalisé par les travailleurs informels rapporterait donc plus ou autant aux collectivités locales qu'à eux-mêmes; l'étude de la GIZ rapporte que l'économie moyenne réalisée dans 6 villes du Sud étudiée est estimée en moyenne à 570 € par an et par travailleur. Outre l'impact de leurs activités sur l'économie des collectivités locales, le poids du secteur informel se fait également sentir sur l'emploi : les travailleurs informels des déchets sont parfois plus nombreux que les travailleurs formels. Ils sont 3,7 fois plus nombreux au Caire, 1,3 fois à Lima, 0,5 fois à Lusaka, 1,9 fois à Pune, et 1,8 fois à Quezon (CWG – GIZ, 2010). Le réseau TransWaste (Linzer, 2012) a estimé que la récupération informelle représente entre 10 et 40 fois plus d'emplois que son alternative formelle.

Des exemples pour une gestion inclusive

Création de plateformes de concertation

Dans certains pays, des plateformes regroupant acteurs publics, privés et associatifs, formels et informels, autour de la gestion des déchets ont été mises en place pour optimiser le système de gestion des déchets. Ces plateformes favorisent l'adhésion des populations au système, une meilleure coordination des activités, conduisant à des taux de recouvrement des taxes des déchets et de collecte/ tri/ recyclage plus élevé. Elles développent les relations entre autorités publiques

et micro-entreprises, organisations et entreprises à base communautaire, associations et ONG et donnent lieu progressivement à la formalisation des filières sur lesquelles les informels opèrent dans le secteur des déchets.

A Bangalore en Inde la plateforme Swabhimana a permis de nouer un contact avec les travailleurs populaires de déchets au moment de la mise en place de nouveaux systèmes. La création d'un dialogue avec les acteurs populaires a favorisé l'amélioration du suivi du nouveau système de gestion des déchets.

A Quezon, aux Philippines c'est par l'intermédiaire d'une plateforme de concertation que le partage des territoires d'intervention, les modalités de paiement (en fonction des trajets, et non des tonnes collectées enlevées) et les cahiers des charges de la collecte ont été arrêtés. Ce modèle nécessite un monitoring constant de la part des autorités pour assurer le respect des cahiers des charges et sanctionner les infractions, ce qui a permis d'atteindre en moyenne un taux de collecte de 99% avec 88% des habitants vivant dans des zones non carrossables couverts par une collecte non motorisée.

Au Mali des plateformes ont été mises en place dans les plus grandes villes, notamment à Bamako (Cegevad) où elles permettent de recueillir les avis des usagers. Le recueil des avis des usagers est très important pour d'une part monitorer le service (identification des lacunes de prestataires, de comportements de "passager clandestin" (rejets des ordures dans des dépôts sauvages) et d'autre part cela a permis d'améliorer fortement le taux de recouvrement des taxes liées aux déchets.

Formalisation des activités et des travailleurs informels

Des modèles de formalisation des prestations de la pré collecte et de tri et recyclage ont vu le jour et ont connu des succès.

Pré-collecte :

A Dar es Salam a été développé avec l'appui d'ONU Habitat et de l'OIT un système de franchises ouvertes à une multitude d'acteurs privé : de plus grande taille et formels pour les quartiers centraux et favorisés, de petite taille et semi-formels pour les quartiers populaires. Cette initiative a permis entre autre une amélioration du taux de collecte dans les quartiers populaires.

Tri et recyclage:

aux Philippines, le programme de la Métropole de Manille «argent pour les déchets» a développé un modèle intégrant à la fois des intermédiaires acheteurs de déchets, les récupérateurs informels, et les entreprises de recyclage).

Dans de pareils cas, un accompagnement social et un programme de renforcement de capacités des acteurs informels est indispensable pour permettre à ces acteurs d'intégrer un système formel répondant aux attentes de performance. Cependant il est nécessaire que cette formalisation des activités du secteur informel des déchets passe d'abord par la formalisation des travailleurs informels eux-mêmes comme prestataires.

Mise en place de projets associant les travailleurs informels

Parallèlement aux initiatives de formalisation des activités des informels ou en l'absence de telles initiatives, l'inclusion des informels peut aussi être obtenue par la mise en place de projets les associant. Parmi ces projets, la filière compost nécessitant une main d'œuvre importante présente un potentiel intéressant du fait de l'abondance des déchets fermentescibles. D'autres exemples tels que le biogaz et le recyclage du plastique sont des projets porteurs.



Compactage de bouteilles pour revente en gros, centre de tri Aléquéria, Bogota © Enda, 2011

L'ONG italienne LVIA a monté des coopératives de recyclage des plastiques au Sénégal, au Burkina Faso et au Mozambique assurant la valorisation des plastiques et la revente en granulés auprès d'entreprises locales de plasturgie. Le programme ne crée qu'un nombre limité d'emplois directs qualifiés (en formant et soutenant des employés issus du secteur populaire des déchets), mais de façon indirecte, en cherchant à améliorer le circuit d'intermédiaires, peut permettre d'améliorer les revenus des récupérateurs.

Intégrer aux projets de fermetures de décharges des programmes d'inclusions sociales

La fermeture des décharges dans les PED entraîne très souvent une perte d'emplois des récupérateurs des déchets recyclables. Cependant, les exemples de programmes d'inclusion sociale mis en œuvre dans certaines municipalités d'Amérique du Sud lors de fermeture de décharges permettent d'identifier des modèles alternatifs plus ambitieux apportant des solutions au plus grand nombre.

Ce fut l'exemple réussi du Projet « Dakar Ville Ciblée » qui a identifié cette solution avec le syndicat de récupérateurs BokkDiom, envisageant la mise en place de centres de transfert de tri décentralisés recrutant les récupérateurs de la décharge.

Conclusion

L'état des lieux présenté met en avant la participation importante des informels dans la gestion des déchets ainsi que des exemples réussis d'inclusion de ces derniers. Les initiatives de gestion inclusive ont permis de faire évoluer la situation des travailleurs informels notamment en Amérique du Sud et en Asie. Sur le continent Africain, certaines expériences sont relevées mais restent plus rares.

Les études sur la gestion des déchets dans les pays en développement indiquent qu'il n'y a pas de solution commune aux difficultés rencontrées et que les meilleures approches sont issues de compromis locaux, d'une adaptation aux contraintes et enjeux spécifiques. Les aspirations à la modernisation de ces services se sont confrontées à l'impossibilité de financer les coûts de fonctionnement de modèles trop coûteux et en partie inadaptés aux réalités locales, alors que des solutions sont disponibles en mobilisant les savoir-faire et capacités des travailleurs populaires.

Les dynamiques de gestion inclusive ne s'enclenchent pas uniquement du fait de la mobilisation des travailleurs populaires : les autorités locales et acteurs privés des déchets et du recyclage ont un rôle prédominant à jouer pour accompagner l'émergence de ces nouveaux modèles.

La mise en visibilité de ces travailleurs, des potentiels de résolution de problèmes qu'ils apportent, mais aussi des difficultés et violences qu'ils supportent au quotidien, est porteuse de dynamiques innovantes mobilisant les compétences locales pour un développement durable des villes du Sud.

Re-Sources

La Plateforme Re-Sources est un réseau de référence dans le domaine de la gestion des déchets ménagers dans les pays africains et caribéens. Son objectif global est de contribuer à améliorer la gestion des déchets dans les villes en développement, en favorisant les stratégies de réduction et de valorisation. En rassemblant des acteurs professionnels de la gestion des déchets des pays du Sud, Re-Sources capitalise des approches innovantes prenant en compte les spécificités socioéconomiques des contextes locaux dans les recommandations pratiques et politiques. Il s'agit à travers ce réseau de diffuser des bonnes pratiques par l'information et la formation des organisations de la société civile, des collectivités et des décideurs politiques.

Rédaction

Bassaï Magnoudéwa BODJONA- Hélène BROMBLET - Lankondjoa KOLANI - Adeline PIERRAT

Contribution et relecture

Guillaume COURTIN - Jocelyne DELARUE

Plateforme Re-Sources

BP : 01 BP 783 Ouagadougou 01

Rue Liuli Péné- Zone du Bois,
Ouagadougou BURKINA FASO

(+226) 50 36 38 04

contact@plateforme-re-sources.org



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de la plateforme Re-Sources, et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position des partenaires financiers.